

Hommage au FTP-MOI  
*Manouchian au Panthéon*

P.3

Véronique Mahé en 3e position  
*Sénatoriales*

P.4

La victoire des travailleuses  
*Vertbaudet*

P.5



## Édito :

Comme tous les trois ans, le Sénat sera renouvelé par moitié le 24 septembre prochain. Cent-soixante-dix des sièges occupés sont en jeu et les groupes de gauche sont largement concernés par cette échéance.

En effet, les sièges de 33 des 64 socialistes, de 11 des 15 communistes et de 3 des 12 écologistes sont à défendre. Bien que cette élection soit au suffrage indirect, **elle a un impact important sur la vie politique française à plus d'un titre, et particulièrement durant les quatre prochaines années de mandat d'Emmanuel Macron. Les élu.es communistes sont reconnus comme une opposition inflexible à la politique antisociale du gouvernement et également comme une force de propositions pour construire une alternative.**

Les thématiques sur lesquelles notre groupe mène le com-

bat sont nombreuses : **la pénurie des services publics, la question de la dette publique et celle de l'évasion fiscale, le droit au logement, la santé, l'égalité femmes-hommes, sans oublier l'opposition déterminée à la réforme des retraites.** Et s'il s'avérait nécessaire de démontrer l'utilité des sénateurs et sénatrices communistes, rappelons le travail conduit par Éliane Assassi, présidente de notre groupe, sur le cabinet de conseil privé McKinsey. Face à la droite déjà majoritaire et à une extrême droite qui espère une entrée en force à la Chambre haute, **le PCF a travaillé à construire des listes de rassemblement implantées dans les territoires ruraux et urbains.**

En Loire-Atlantique, un accord avec le Parti socialiste nous accordant la troisième place a été validée lors du dernier conseil départemental. Je souhaite ici remercier, à nouveau, la confiance qui m'est accordée par la direction départe-

mentale. **Dans cette campagne, je porterai nos valeurs et trois axes : la lutte pour un logement décent, celle contre les déserts médicaux, le respect des élu.es et des agents territoriaux.**

Aujourd'hui, crise après crise, abandonnés par l'État, 1 200 maires ont démissionné. Cette situation est inacceptable et il est impératif de porter une réforme du statut de l'élu, sa formation, leur protection dans l'exercice de leur fonction et une autonomie financière retrouvée.

Oui, cette élection est importante car **donner plus de force au groupe communiste, c'est donner un point d'appui important à nos élu.es et à nos concitoyen.nes face aux enjeux de demain.**

Véronique MAHÉ



## Berlusconi

Une empreinte sombre pour l'Italie

Silvio Berlusconi est mort à l'âge de 86 ans. Figure politique de la droite italienne, l'ancien président du Conseil Italien, pendant 3 mandats, a quitté définitivement la scène politique. Homme d'affaires dans la construction civile, dirigeant d'un puissant groupe de médias, investisseur dans le football, « **il cavaliere** » aura utilisé ses relations, son argent et les fraudes pour parvenir au sommet du pouvoir italien. A la tête du gouvernement entre 1994 et 1995, 2001 et 2006, puis de 2008 à 2011, Berlusconi aura décomplexé le passé fasciste italien et poussé à des alliances politiques avec l'extrême droite (ligue du nord, MSI...) pour battre la gauche, notamment en 1994 où sa campagne anti-communiste avait em-

pêché des anciens du PCI, de remporter les élections législatives. **Sa politique ultra libérale était au service des capitalistes** : dérèglementations, baisse d'impôts, précarisation des contrats de travail, laxisme fiscal, tolérance du travail au noir... Les alliances nouées l'obligeaient aussi aux mesures anti immigration et xénophobes. Son exubérance était publique et il faisait régulièrement la une des journaux pour ses affaires de mœurs : soirées « bunga bunga », prestations de prostituées, scandales nocturnes... Aujourd'hui **l'extrême droite italienne est au pouvoir autour de Georgia Meloni et Matteo Salvini. Berlusconi y est pour beaucoup.**

## Autriche, Grèce

Progrès communistes, le temps des cerises ?



Dans une période marquée par les progrès des influences idéologiques et électorales des extrêmes droites nationalistes en Europe, les résultats des communistes en Autriche et en Grèce sont à prendre en compte et cela dans des contextes différents.

Un début de printemps qui permet de dégager quelques nuages sombres qui s'amoncellent dangereusement. Une surprise ! Regardons de plus près. Le KPÖ (Parti communiste autrichien) progresse aux dernières élections en avril en faisant son entrée au Parlement de Salzbourg avec 11,3 %. En 2021, ils avaient gagné la deuxième ville du pays, Graz. Une renaissance puisque le KPÖ avait presque disparu, n'ayant plus d'élus au Parlement national depuis 1959.

Cette progression doit beaucoup à un contexte politique tendu, avec un parti conservateur gangrené par la corruption, un parti social-démocrate en crise de succession et surtout un parti écologiste totalement discrédité par ses alliances avec la droite dure. **C'est aussi pour beaucoup grâce à leurs pratiques continues, par une communication simple qui s'est focalisée prioritairement sur le logement et le social ainsi que sur l'organisation de solidarités concrètes (issues des indemnités des conseillers municipaux élus) que les communistes ont rejailli.**

En mobilisant les abstentionnistes, le KPÖ fait progresser toute la gauche. Il est maintenant aux portes de l'Assemblée nationale avec des estimations de 7 % pour 2024.

En Grèce, faute d'une majorité aux législatives de mai, une nouvelle élection a eu lieu le 25 juin. Après un mandat de quatre ans depuis 2019 émaillé de scandales, la droite conservatrice y gagne cette fois la majorité avec 158 sièges et 40,55 % (40,79 % et 146 sièges en mai), raflant le bonus des 50 députés.

Les communistes du KKE progressent également en mai passant de 5,3 % à 7,2 % et 7,69 % en juin, mais perdant 20 députés. Concentré dans les centres urbains du pays, dans les quartiers populaires et les zones à forte densité de salariat industriel, le KKE a critiqué la gauche radicale de Syriza pour avoir dans leur politique induit le retour puis la consolidation du conservatisme et la non-réponse aux besoins sociaux, ce mouvement reculant fortement de 13 % en juin. À confirmer certes ! Pour la résistance et l'alternative, les communistes ont toujours à exister, à agir et à proposer.



## Dans les prisons d'Israël

Rencontre avec Salah Hamouri

L'Association France-Palestine Solidarité organisait récemment à Nantes une conférence-débat avec l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri. Celui-ci, après avoir brièvement évoqué ce qu'il avait pu subir, notamment son expulsion d'Israël, expulsion qualifiée de crime de guerre par l'Onu, a exposé avec force exemples ce que vit l'ensemble de la population palestinienne depuis tant d'années : confiscation et destruction de maisons, de quartiers, appropriation des terres... Il a notamment parlé de la construction du mur qui, en modifiant les frontières, a délibérément « expulsé » 150 000 habitants, procédant ainsi à un véritable nettoyage ethnique.

Sujet qu'il connaît malheureusement trop bien pour avoir été arrêté six fois et mis dix ans sous les verrous, Salah Hamouri a longuement abordé la question des prisons, en donnant des chiffres étourdissants : 5000 prisonniers politiques, dont 1000 en « détention administrative » - formule permettant l'arrestation totalement arbitraire de palestiniens s'appuyant sur des dossiers de sécurité secrets dans le seul but de briser ce qui fait la vie des emprisonnés et de leurs proches.

Les enfants à partir de douze ans paient eux aussi un lourd tribut à la politique de répression israélienne, avec 160 enfants détenus, dont onze en détention administrative. Là encore, la destruction systématique des jeunes vies semble être la seule « raison » d'un tel acharnement, avec toutes les séquelles imaginables, notamment psychologiques.

Les femmes palestiniennes ne connaissent pas plus d'égard, à qui même l'accouchement se vit entravé par des menottes - main et pied.

Depuis 1967, 267 prisonniers palestiniens seraient morts en prison : assassinés simplement, à la suite de tortures ou encore de maladie - actuellement, près de 1000 malades parmi les prisonniers. Une fois mort, le corps du prisonnier est conservé par la prison jusqu'à la fin de la peine avant d'être restitué à la famille...

Tout est donc mis en application pour rendre infernale la vie des prisonniers, ainsi que pour leur famille à qui on multiplie les embûches - pour les visites par exemple, et qui subissent des pressions éhontées : demandes de céder des terres, de s'engager comme espions...

Cependant, la solidarité qui existe entre les prisonniers, leurs organisations internes - créations de comités de sécurité, culturel... permettent à ceux-ci de résister à leurs bourreaux, de conserver leur dignité et de continuer à revendiquer pour leurs droits. La mise en œuvre d'une grève de la faim à l'échelle de l'ensemble des prisons israéliennes représente un moment fort de l'organisation des prisonniers.

Convaincus de leur bon droit et de voir l'avenir leur donner raison, les palestiniens, par la voix de Salah Hamouri, affirment la volonté de poursuivre leur lutte et constatent une évolution, certes lente mais favorable à leur cause se dessiner au niveau international.

## Tragédie(s) en Méditerranée

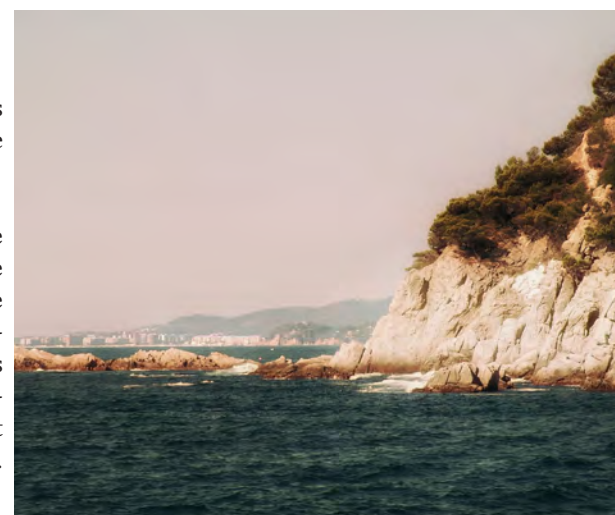
Le 14 juin dernier au sud-ouest de la péninsule grecque, le naufrage d'un bateau contenant des centaines de migrants est venu alourdir le sinistre bilan des victimes tentant de rejoindre l'Europe en traversant la mer Méditerranée.

Plus d'un millier de corps y ont déjà été retrouvés depuis le début de l'année. Bien évidemment ce nombre ne tient pas compte de tous les disparus. Que ce soit en Grèce, en Italie ou en Espagne, **la route migratoire de la Méditerranée est considérée comme la plus meurtrière sur le globe.**

Bien souvent au départ des côtes Libyennes et Tunisiennes, les passeurs surchargent les embarcations pour rentabiliser

davantage les traversées, au détriment de la sécurité et des accessoires de sauvetage rudimentaires que sont les gilets de sauvetage et autres bouées.

Plus récemment, **le durcissement des politiques de lutte contre l'immigration, comme on peut le voir en Grèce avec le soutien de l'agence européenne de surveillance des frontières Frontex,** incite les bateaux de migrants à effectuer des trajets plus importants en vue de rejoindre les îles du sud de l'Italie ou l'Espagne. Les récentes lois anti-immigration mises en place par l'extrême droite italienne ne vont pas non plus dans le sens du respect de la dignité humaine...



## Missak Manouchian

« Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes » Aragon

Missak Manouchian, survivant du génocide arménien, arrive à Marseille en 1925 où il exerce la fonction de menuisier. En 1929, la crise qui fait rage dans toute l'Europe lui fait perdre son emploi. Il commence alors à s'intéresser à la littérature, aux arts, prend des cours d'histoire et d'économie à la Sorbonne. À la suite de la violente manifestation antiparlementaire d'extrême droite du 6 février 1934, Missak Manouchian intègre le Parti communiste français ainsi que l'HOC, le comité de secours pour l'Arménie. Il y rencontre Melinee Assadourian qui y occupe un poste de secrétaire. Comme lui rescapée du génocide, elle est très engagée dans la cause sociale. À la fin de l'année 1937, Manouchian est délégué au 9e congrès du PCF et dans l'ensemble conserve une activité militante importante jusqu'à l'été 1939. Arrêté dès le 2 septembre 1939, alors que le parti n'est interdit que le 26 - interdiction faisant suite au traité de non-agression germano-soviétique, il est libéré en octobre pour être affecté dans une unité militaire du Morbihan.



Après la défaite de l'armée française en juin, il reste sous le contrôle des autorités à l'usine Gnome et Rhône d'Arnage (Sarthe), pour rejoindre Paris début 1941. De nouveau arrêté peu après le 22 juin 1941 et l'invasion de l'URSS par les Allemands, incarcéré à Compiègne, il va être rapidement libéré faute de preuves. Après la sortie du camp, il va habiter avec son épouse Melinee dans le 14e arrondissement de Paris.

Dès 1941, Missak Manouchian entre dans l'illégalité, au sein de la MOI clandestine et devient responsable politique de la section arménienne, commissaire technique des FTP-MOI de Paris, puis commissaire militaire de la région parisienne. Au matin du 16 novembre 1943, Manouchian est arrêté, torturé et condamné à mort à la suite d'une parodie de procès. Le 21 février 1944, Missak Manouchian et les 22 hommes

du groupe des condamnés à mort sont fusillés au Mont-Valérien.

À des fins de propagande, les nazis vont placarder 15 000 exemplaires d'une affiche qui va devenir célèbre, l'affiche rouge, avec le visage de dix fusillés. Au centre, la photo de Manouchian portant l'inscription: « Arménien, chef de bande, 56 attentats, 150 morts, 600 blessés ».

Pour toute la Résistance, cette affiche prendra valeur de symbole. L'entrée au Panthéon de Missak et de Melinee Manouchian en est un autre, puisqu'avec lui entre un représentant des résistants étrangers mort pour la libération de la France, un communiste.

## Des vacances pour tous

Un droit fondamental



Dans une tribune parue dans le JDD du dimanche 18 juin dernier, six députés de gauche appellent à la création « d'une politique publique des vacances ». Selon l'Observatoire des inégalités, 40 % des Français ne partent jamais en vacances. Ce chiffre montre l'étendue de la fracture sociale qui ne fait que s'aggraver au fil des ans.

L'objectif de cette démarche politique est de faire passer le droit au départ de 60 % à 80 % de la population. Les propositions concrètes pour arriver à cet objectif sont par exemple : l'adaptation du prix des transports, qui est une des premières dépenses lorsqu'on part en vacances, l'universalisation du chèque-vacances, dont seulement un salarié sur cinq est bénéficiaire, ou encore la mise en place d'un passe « colo verte », afin que les enfants bénéficient d'un voyage nature. Côté formation, les députés prônent une revalorisation du métier d'animateur. Enfin, cet arsenal de mesures doit s'appliquer dans tous les territoires.

Les congés payés, et ce qui en découle les vacances, sont l'aboutissement d'une lutte des salariés. Cette victoire, c'est la démonstration de ce que peut archer un mouvement d'ensemble de la

classe ouvrière. C'est la victoire après des mois de grève.

En 1936, le gouvernement doit céder aux travailleurs qui occupaient les usines et bloquaient la production : c'est la création des congés payés, de deux semaines. Viendront ensuite une troisième en 1956, une quatrième en 1969 puis enfin une cinquième semaine en 1982 sous le gouvernement d'union de la gauche.

Pour Arnault Hennbert, Président de l'association nationale de coordination des activités vacances, sport et culture : « Face à l'individualisme, le tourisme social est un conqui social du mouvement syndical via les comités d'entreprise et les mouvements d'éducation populaire ». Lors des dernières élections présidentielles, le candidat communiste Fabien Roussel proposait de mettre un milliard d'euros pour permettre à chaque enfant, avant son entrée au collège, de partir « en classe découverte ou en colonie de vacances », en précisant que cette mesure serait financée par « une taxe sur les jets privés et les voyages en classe affaire ».

## Le RN, héritier de Pétain

Une filiation difficile à masquer



La phrase d'Élisabeth Borne concernant le Rassemblement national en tant qu'héritier de Pétain permet de revenir sur les origines peu reluisantes du Front national auquel a succédé l'actuel parti d'extrême droite.

En octobre 1972, le FN va rassembler différents mouvements, illégaux et dissous pour certains, œuvrant au grand jour pour d'autres, et remettre au premier plan quelques personnalités de sinistre mémoire.

Parmi les fondateurs du FN, nous retrouvons sans surprise de nombreux « collaborationnistes », certains ayant combattu dans la Waffen-SS, comme Victor Barthélémy (après un passage fugace au PC, rejoindra dès 1936 le PPF de Doriot dont il deviendra secrétaire général) ou Pierre Bousquet (Parti franciste dès 1935, deviendra officier de la division Charlemagne en 1944) et Léon Gaultier qui, en plus de ses exploits aux côtés des nazis, participera à la création de la Milice. Autre milicien : Well Emmanuel Allot, dit François Brigneau (venu du socialisme, adhéra au RNP de Marcel Déat). Autre membre du RNP, Roland Gaucher, venu du trotskysme qui collaborera activement, condamné à la Libération pour intelligence avec l'ennemi. André Dufraisse, membre du PPF, qui partira combattre sur le front de l'est avec la LVF. Certains sauront mener un double jeu habile à la Libération, tel Serge Jeanneret, maurassien, membre du PPF, un temps chef adjoint de cabinet du ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Laval.

Ce tour rapide des fondateurs du FN, ancien nom du RN, se contente d'évoquer ceux qui ont réellement pris part aux exactions du pétainisme. Il y aurait encore beaucoup à dire sur les évolutions de chacun, de ceux qui, trop jeunes pendant l'Occupation ou nés après, iront rejoindre les rangs des mouvements d'extrême droite, se feront les chantres de l'antisémitisme, du négationnisme, du racisme, du suprémacisme blanc et autres idées néfastes, participeront à des mouvements illégaux et à des actions terroristes, notamment pendant la guerre d'Algérie. Guerre où par ailleurs Jean-Marie Le Pen s'illustra comme tortionnaire.

Les racines du Rassemblement national plongent bien, comme l'a rappelé Élisabeth Borne, dans les miasmes et la fange des années noires.

## Salon de l'aéronautique et de l'espace

Une délégation du PCF au Bourget

Le 54e salon du Bourget a été l'occasion pour le collectif national PCF des militantes et militants des entreprises aéronautiques et spatiales de débattre sur **les moyens politiques à mettre en œuvre pour relever les défis auxquels est confrontée la filière qui compte plus de 200 000 emplois directs en France**. En effet, les défis ne manquent pas : sortie de la crise Covid, transition énergétique, souveraineté nationale, financements publics sans contrôle...

Une délégation du PCF conduite par son secrétaire national, Fabien Roussel, a pu visiter le salon accompagnée des militants des groupes Airbus, Safran, Thalès et par des élus et parlementaires. **En rencontrant les dirigeants des grands groupes français, Fabien Roussel a appelé à une nouvelle ambition de l'aéronautique pour engager celle-ci dans la voie de la décarbonation d'ici 2050.**

La délégation a également insisté sur le danger des délocalisations industrielles, la course effrénée au profit pour les actionnaires au détriment des conditions de travail et des besoins des salariés.

La vision court-termiste de la seule satisfaction des actionnaires se heurte au cycle long des programmes aéronau-

tiques et spatiaux dont la durée de production se calcule en décennies.

Preuve de l'importance et des moyens financiers de toute la filière aéronautique, spatiale et de défense, **les entreprises françaises ont engrangé de multiples contrats pour plusieurs milliards d'euros durant le salon**. Airbus a vendu 500 avions à la compagnie indienne Indigo, Safran a conclu un accord pour la vente de plus de 100 moteurs à la compagnie britannique Jet2 et Thalès a placé plusieurs radars en Indonésie et en Estonie.

Alors que la guerre fait rage en Ukraine, **le PCF a aussi rappelé son attachement à une défense nationale indépendante** pour garantir notre sécurité face aux risques géopolitiques des États-Unis, de la Chine et de la Russie.

Avec ce déplacement au salon du Bourget, **le PCF a pu réaffirmer son soutien à toute une filière qui reste l'un des grands fleurons industriels français et qui compte pas moins de 23 000 emplois directs en Pays de la Loire dont près de la moitié en Loire-Atlantique** avec trois sites majeurs d'Airbus à Nantes, Montoir-de-Bretagne et Saint-Nazaire.



## Sénatoriales

Véronique Mahé en 3e position



En attendant l'issue des négociations locales et nationales, il y aura **une liste PS/PC conduite par la socialiste Karine Daniel, désignée par le PS cheffe de file par son parti**. Les discussions entre toutes les forces de gauche et écologistes au niveau local et national n'ont pas abouti à l'union et en Loire-Atlantique, trois listes de la gauche et des écologistes seront probablement en lice. Une 4e liste de gauche pourrait être conduite par LFI.

L'ensemble de la liste PS/PC n'a pas pu être dévoilé, mais d'ores et déjà le socialiste nazairien Éric Provost sera en deuxième position et la communiste briéronne Véronique Mahé en troisième place. Lors de l'annonce de la liste, **les candidats ont insisté sur le contexte de crises multiples : sociale, écologique, démocratique et démontré toute l'utilité de sénateurs et sénateurs de gauche, déterminés à se battre** contre les mauvais coups libéraux portés aux français par les gouvernements successifs nommés par Emmanuel Macron. Ils ont prôné la reconstruction de la République par une alliance entre un État stratège et les représentants des territoires. Éric Provost a démontré la nécessité d'un nouveau contrat à établir avec les maires, « derniers maillons de la chaîne de décision », suggéré la création d'un Parlement de l'eau et appelé à ce que le Sénat se repositionne sur les questions sociales et de solidarité. Poursuivant sur les questions sociales, **Véronique Mahé a rappelé les aspirations populaires qui se sont manifestées pendant le mouvement social et fixé un certain nombre de priorités**. En premier lieu le pouvoir d'achat et son érosion, préoccupation majeure de nos concitoyens, ensuite le logement, problématique cruciale et enfin la santé qui vit un véritable désastre. La candidate communiste a défendu les services publics de proximité, dénoncé la situation des maires trop souvent démunis pour assurer l'égalité républicaine à la place de l'État, ou encore la valorisation du travail des secrétaires de mairie, personnel très majoritairement féminin et qui, comme dans l'ensemble de la fonction publique territoriale, subit le décrochage social, faute de revalorisation des salaires.

**Pour mener à bien ces ambitions, les candidats ont lancé un appel à l'union de toutes les forces de gauche et écologistes**, pour empêcher la droite de conquérir de nouveaux sièges et d'amplifier leur présence au Sénat. Pour le moment, en Loire-Atlantique, deux listes de droite sont en campagne : une liste LR conduite par Laurence Garnier et une liste UDI conduite par Joël Guerriau qui pourrait s'allier à LREM. Une liste d'extrême droite est aussi annoncée.

## Pour quelques poignées de sable...

Les Soulèvements de la Terre



La Loire-Atlantique a de nouveau été au centre de l'attention des mouvements écologistes et altermondialistes, dont de nombreux militants sont venus de toute la France et ont convergé dans le département, le dimanche 11 juin, pour dire trois fois non : non à l'extension des carrières de sable de Saint-Colomban, non à la bétonisation et non au maraîchage industriel.

Réunis au sein du collectif « **Les soulèvements de la Terre** », les activistes ont suscité de vives réactions après avoir mené plusieurs actions pour protester contre la production de sable à Saint-Colomban, aux portes du Pays de Retz. Du sable dont les manifestants, soutenus par des élus EELV et Insoumis, contestent l'utilité puisqu'il a vocation à fournir le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi que la production maraîchère du Pays nantais. Et du béton pour construire des infrastructures, des équipements ou des logements, ces militants n'en veulent pas. Ils ne veulent pas non plus du modèle d'agriculture maraîchère des bords de Loire et qui pourtant alimente les étals des supermarchés ou des commerces locaux. Là où une grande majorité de la population s'approvisionne.

La journée du 11 juin a donc été mouvementée, des plants de muguet ont été arrachés, des clôtures détruites, des bâches de serre lacérées, des circuits d'irrigation coupés et un laboratoire de recherche agronomique vandalisé. Les maraîchers et les agriculteurs ont fait part de leur colère et de leur incompréhension, et de nombreuses réactions politiques, de gauche comme de droite, ont condamné la méthode des militants des « Soulèvements de la Terre ». Pour l'élu et dirigeant communiste Robin Sale-

croix, « Rien ne peut justifier la destruction de la production et de l'outil de travail de professionnels. Ces actes desservent le combat pour la préservation de la ressource en eau, en plus de légitimer une forme de violence qui n'a pas sa place en démocratie ».

S'il est bien évident, au regard du changement climatique, que d'autres modes de production, d'autres modèles économiques, agricoles, doivent émerger, l'usage de la violence pour imposer des points de vue est inacceptable. Le débat politique, notamment à gauche, sur l'avenir de l'agriculture, l'avenir de la planète, doivent avoir lieu et se dérouler avec sérénité et rationalité.

Gérald Darmanin souffle pourtant sur les braises. Le Ministre de l'intérieur a qualifié les militants d'« éco terroristes » et fait adopter la dissolution du mouvement « Les Soulèvements de la Terre » en Conseil des Ministres. De ce fait, **le gouvernement aggrave le climat liberticide** sous lequel vit notre pays. Pour Fabien Roussel : « Le Parti communiste français n'acceptera jamais qu'un gouvernement mette hors-la-loi des structures politiques ou associatives sans apporter de preuves précises que celles-ci constituent des menaces pour les règles de notre vie collective, les valeurs de la démocratie, ou la forme républicaine de l'État ».

## Réforme des retraites

Après 6 mois de mobilisations, la lutte se poursuit



Plus de 900 000 personnes se sont de nouveau mobilisées le mardi 6 juin à l'appel de l'intersyndicale. 250 rassemblements ont été organisés, la lutte est loin d'être terminée. **Cette journée revendicative qui portait sur la réforme des retraites s'est étendue à d'autres mots d'ordre, sur les salaires et les conditions de travail notamment.**

Le passage en force du gouvernement, les manœuvres procédurales, les opérations de division et de diversion n'y changeront rien et une grande majorité de l'opinion publique et du monde du travail veut poursuivre la défense du système solidaire de retraites et plus encore.

Le gouvernement a pourtant, encore une fois, refusé de mettre aux voix de l'Assemblée nationale la réforme à travers la proposition de loi LIOT du 8 juin, visant à abroger la loi. Elle n'aura pas non plus été discutée, ni votée. C'est donc bien une réforme à marche forcée qui s'est imposée. L'obstination de l'exécutif approfondit encore plus la crise démocratique et institutionnelle à tel point qu'André Chassaigne, président du groupe GDR à l'Assemblée nationale, avec solennité, s'est adressé à la Présidente de la Chambre basse, Yael Braun-Pivet, par ces mots : « **Vous abîmez, vous écrabouillez la démocratie parlementaire et oubliez la séparation des pouvoirs** ».

Point d'appui pour la suite de la lutte, le mouvement syndical, dont la CGT, est d'ores et déjà conforté par des dizaines de milliers de nouvelles adhésions qui vont permettre de transformer le rapport de force dans la durée. Réunie le 15 juin, l'intersyndicale dans son intégralité prévient : « Nous allons nous mobiliser dans les mois qui viennent pour revendiquer le progrès social et pour affronter les politiques de régression sociale au niveau national ». **Ils font le choix d'une plateforme commune de revendications sur les salaires, les conditions de travail, la santé au travail ou l'égalité Femmes-Hommes.** Si le gouvernement et le patronat persistent dans leur refus d'entendre les exigences du monde du travail, la mobilisation va durer.



## Les salaires des fonctionnaires restent en berne



Le 12 juin dernier, Stanislas Guerini (ministre en charge de la fonction publique) a annoncé une revalorisation du point d'indice de 1,5 %, alors que l'ensemble des organisations syndicales réclamaient 10 % pour compenser l'importante inflation qui touche l'ensemble des pays européens, mais également pour compenser les années de gel du point d'indice.

En effet, l'inflation devrait atteindre 5,8 % depuis la dernière revalorisation de 3,5 % du 1er juillet 2022. Pour les syndicats, le problème est simple : **depuis 20 ans, les pertes de pouvoir d'achat s'accumulent.** Ainsi, entre 2002 et 2016, le point d'indice salarial dans la fonction publique a connu une augmentation de 8,5 %, alors qu'au cours de la même période, l'inflation progressait d'environ 24 %.

Continuer d'accumuler ces pertes de pouvoir d'achat n'est pas sans poser problème pour l'emploi des fonctionnaires et la qualité des recrutements. Que ce soit un chauffeur de bus, un plombier canalisateur, un in-

firmier ou un ingénieur informatique, les profils ne se bousculent pas. Ce qui peut générer des services au ralenti, voire fermés, dans la fonction publique hospitalière, ou des coûts de fonctionnement supplémentaires quand il faut recourir au privé pour compenser.

Le ministre a également annoncé une prime de « pouvoir d'achat » comprise entre 300 et 800 euros pour les agents gagnant moins de 3 250 euros bruts par mois. Monsieur Guerini ne l'a pas crié trop fort sur les plateaux téléés mais celle-ci ne sera pas automatique dans la fonction publique territoriale. Il appartient donc aux collectivités locales de redonner un peu de pouvoir d'achat à leurs agents, mais sans ressource supplémentaire il est certain que la grande majorité y renoncera.

Très en pointe dans les grèves pour les retraites, **les agents territoriaux risquent de mal digérer la rentrée, notamment si l'intersyndicale reste unie pendant l'été.**

## Vertbaudet

Après la lutte des travailleuses, la victoire des travailleuses



Dans notre numéro précédent, nous avons évoqué l'émancipation des travailleuses de Vertbaudet par elles-mêmes. Bien que minoritaires en nombre, les grévistes du site situé à Marquette-Lez-Lille ont dans un premier temps obtenu de leur direction l'avancée des Négociations annuelles obligatoires en 2023 au lieu de 2024 comme nous l'avions mentionné le mois dernier. **La détermination des employées de l'enseigne de puériculture a par la suite mené à un accord revalorisant les salaires de l'ensemble du personnel de la marque mais également à un engagement de la direction sur le recrutement d'une trentaine d'intérimaires.**

Bien que le mouvement de grève entamé le 20 mars 2023 ne fût pas sans peines, entre l'intervention démesurée des forces de l'ordre pour disperser les personnes assurant le piquet de grève ou encore l'agression d'un syndicaliste CGT à son domicile, c'est finalement la direction de Vertbaudet qui s'est pliée aux négociations. Ainsi le 2 juin, la CGT

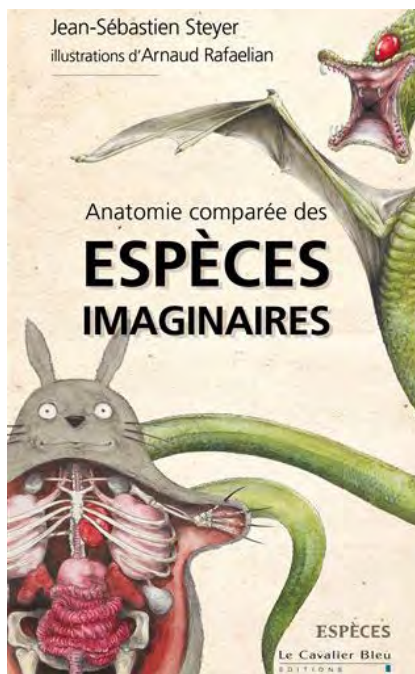
de Vertbaudet a signé un accord de revalorisation salariale et un accord de fin de conflit prévoyant qu'aucune sanction ne serait prise à l'encontre des grévistes. Alors que certains employés avaient déjà été convoqués pour des entretiens préliminaires à licenciement. L'accord de fin de conflit prévoit aussi le versement aux grévistes du 13e mois sans déduction des jours de grève.

Côté revalorisation salariale, l'accord obtenu prévoit **une prime pérennisée de 300 € nets par an, la promesse d'embauche de 30 intérimaires, une augmentation de salaire de 7 % pour tous les employés ayant plus de douze années d'ancienneté et la revalorisation du salaire minimum à hauteur de 4 % dès le premier juillet.**

Au cours du mouvement, **seule la CGT, qui n'est pourtant pas majoritaire dans l'entreprise, s'est mobilisée pour porter les revendications des grévistes, à l'image de Manon Ovion, préparatrice de commandes et déléguée CGT. Les syndicats majoritaires FO et CFTC ayant signé les négociations sur les salaires avant le début du mouvement.** Depuis, la CGT a enregistré une cinquantaine d'adhésions, non sans lien avec la solidarité exprimée entre les dizaines de grévistes.

Preuve en est que la lutte en entreprise pour obtenir de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail n'est pas sans résultats et ce malgré des contextes parfois difficiles voire hostiles. Il est tout de même important de noter que **l'accord obtenu avec la direction de Vertbaudet est valable pour le millier de salariés de l'entreprise opérant sur le territoire français.**

Au lendemain de l'accord entre les représentants CGT et la direction de Vertbaudet, les salariés de Disneyland Paris manifestaient au milieu des touristes pour dénoncer les bas salaires en comparaison des profits réalisés par le groupe Disney.



## Exposition d'été

### Anatomie comparée des espèces imaginaires

Avec ses allures d'architecture rétrofuturiste en verre et acier, le Muséum d'histoire naturelle de Nantes abrite de drôles de spécimens cet été. Dès l'entrée de la grande galerie, à deux pas des fossiles de dinosaures et d'un squelette géant, une gueule spectaculaire, un crâne en fait, tout en crêtes osseuses vous contemple. Son faux air convaincant de lointain cousin de T-Rex vous met dans le bain : voilà bien... un dragon. Et ce n'est que le début du voyage... Vous pensiez qu'un alien, ce n'était que du cinéma pour vieux ? Vous croiserez cette adorable bestiole à l'étage. Vous confondez le loup-garou et le yéti ? Vous apprendrez à les différencier au premier coup d'œil.

Plus vrais que nature, enfin que notre imagination, chaque spécimen est accompagné d'un cartouche tout ce qu'il y a de plus sérieux et d'une notice illustrée. Le dispositif on-ne-peut-plus scientifique est celui du naturalisme, enfant des Lumières, dont la France fut un berceau. Les musées des villes natales de Cuvier et Buffon s'associent d'ailleurs

au muséum nantais pour composer ce bestiaire. Pour s'y retrouver, un arbre de l'évolution digne d'un Darwin qui aurait croisé Jules Verne opère un classement méthodique, du blob à Wolverine, en passant par le Marsupilami ou Totoro.

On doit au crayon d'Arnaud Rafaëlian les dessins inspirés des planches anatomiques ou naturalistes et au paléontologue Jean-Sébastien Steyer les textes plaisants à lire – extraits d'un livre écrit par les deux compères. Avec les outils de sa discipline, le scientifique nous invite à une plongée dans ce que l'imaginaire humain a pu produire au fil des générations, jusqu'à nos jours. Vivifiante pour l'esprit critique à tout âge.

**Exposition au Muséum d'histoire naturelle de Nantes. Jusqu'au 25 septembre. Tous les jours de 10 à 19 heures. 12, rue Voltaire.**

Infos: [museum.nantesmetropole.fr](http://museum.nantesmetropole.fr)

## Bolloré-Lagardère

### Le feuilleton continue

Hachette est une vieille maison, fondée en 1826 et qui a su se développer tout au long de ces presque deux siècles, créant de véritables institutions, telles que les Bibliothèques rose, verte, l'installation de kiosques dans les gares, la collection du Livre de poche, les guides Hachette et une implantation d'importance dans le livre scolaire. Parallèlement, directement par le rachat de maisons d'édition ou par le biais de la distribution, la « Pieuvre verte » s'est taillée un véritable empire des médias avec de la presse, des radios... contrôlée par le groupe Lagardère.

Deuxième groupe éditorial, Editis est issu de la partition qu'il avait fallu faire en 2004, alors qu'Hachette rachetait une partie du secteur éditorial de Vivendi, secteur issu lui-même d'un groupe qui avait grandi pendant les trente glorieuses, les Presses de la Cité. **Ici aussi, le groupe possède de la presse, des télé... détenu par Vincent Bolloré.**

Dans *Les Nouvelles de Loire-Atlantique* d'octobre 2021, nous évoquons l'OPA lancée par Vincent Bolloré sur le groupe Lagardère, opération qui devait créer un mastodonte de l'édition. **Or, remettant le couvert, la Commission de Bruxelles qui avait empêché la reprise totale de Vivendi Universal Publishing par Hachette il y a vingt ans pour éviter des positions dominantes dans le scolaire, les dictionnaires et les poches, retouque une nouvelle fois la fusion des deux géants. Editis doit donc être revendu par Vincent Bolloré pour que celui-ci puisse acquérir Hachette.**

L'arrivée de Vincent Bolloré et de ses fils, pour bon nombre



des professionnels concernés, éditeurs, journalistes, ne présage rien de bon. La crainte est grande de voir arriver avec la famille Bolloré une conception autoritaire de l'information, la volonté de mettre les médias à leur botte et le remerciement de tous ceux qui s'y opposeront. La proximité de Vincent Bolloré avec des figures aussi malsaines que

Cyril Hanouna ou Éric Zemmour a de quoi faire frémir.

Editis, mis en vente, serait racheté par Daniel Kretinsky, milliardaire qui possède des titres de presse – Le Monde, Elle, France Dimanche, Marianne, mais aussi la Fnac qui, comme chacun sait, est un grand vendeur de livres...

## Festival Les Escales à Saint-Nazaire

### Un tour du monde musical

Pour l'édition 2023 qui se déroulera les 28, 29 et 30 juillet prochains, le festival *Les Escales Saint-Nazaire* renforce un peu plus son concept basé sur la rencontre des cultures musicales du monde, sans frontière.

Initié l'année dernière à l'occasion du trentième anniversaire de l'événement, le projet **Globe Trotter** est reconduit à travers un partenariat avec neuf autres festivals internationaux issus de tous les continents (Ouganda, Australie, Brésil, Liban, Estonie, Corée du Sud, Thaïlande et Palestine). En retenant un à deux projets artistiques émergents de chaque territoire, présentés pour la première fois en France, voire en Europe, le festival offre toujours de belles découvertes dans une diversité musicale mêlant **rock, pop, électro et hip-hop**.

Une programmation à laquelle il faut ajouter aussi des grands noms des musiques actuelles, les artistes **Angèle, Izia, Jain, Jeanne Added, Gazo, Dinos, Kavinsky, Tiken Jah Fakoly** et bien d'autres seront présents. L'artiste de 23 ans originaire de Saint-Nazaire, **Zaho de Sagazan**, sera une des sensations musicales de cette édition.

Pour rappel, le festival *Les Escales* prendra place sur l'île du Petit Maroc dans le centre-ville de Saint-Nazaire. **Les pass 1 et 2 jours sont respectivement à 43 € et 71 € (49 € et 79 € sur place), quant aux pass 3 jours, la limite de vente est désormais épuisée.** Au coeur du port, le dernier week-end de juillet s'annonce d'ores et déjà plus festif que jamais.



## Plan logement du gouvernement

intervention de Marie Annick Benâtre

Avec une construction à la peine depuis des années en raison de la crise sanitaire, de l'augmentation du coût des matériaux, du durcissement de l'accès aux crédits et de la raréfaction du foncier notamment, nous subissons une véritable crise du logement. Le gouvernement a présenté, début juin, un plan logement plus soucieux de fluidifier le marché de l'immobilier que de chercher à loger tout le monde : baisses de certaines cotisations pour les propriétaires, maintien du taux zéro, mensualisation du taux d'usure, aides à la rénovation thermique... Peu du côté des bailleurs sociaux. Par ailleurs, les collectivités manquent trop souvent de la volonté politique d'accueillir de nouvelles populations du logement social.

Extraits de l'intervention de Marie Annick Benâtre en Conseil métropolitain :

« La crise du logement s'aggrave et « le gouvernement regarde ailleurs », c'est ainsi qu'alertent les associations d'élus. Il est vrai que tous les acteurs du secteur tirent la sonnette d'alarme. Les 24 000 demandes d'hébergement faites au 115 sur l'année dans notre département ; les 38 000 demandeurs de logement social dont plus de la moitié ont moins de

30 ans et le tiers demandant une mutation, les plus de 35 % des revenus des locataires consacrés au loyer de leur logement et l'accès à la propriété pour les classes moyennes qui n'a jamais été aussi faible et inégalitaire socialement montrent, s'il en était besoin, la crise dans laquelle est notre territoire (...)

L'absence de soutien au logement social et au logement très social est un des éléments les plus inquiétants des annonces du Conseil National de la Refondation(...)

**Nous appelons à un véritable choc de construction, un encadrement drastique du prix du foncier pour empêcher toute forme de spéculation, assortis d'un plafonnement des loyers dans le public comme dans le privé avec une compensation significative pour les bailleurs sociaux(...)**

Par ailleurs, afin de lutter contre un étalement urbain non maîtrisé, nous préconisons la densification, raisonnée et raisonnable, mais assumée par tous ; la surélévation de certains immeubles d'habitation, la transformation de surfaces de bureaux en logements et la recherche de terrains et de locaux disponibles. »



## Électricité : perdants à tous les étages

Dans le cadre du dernier conseil métropolitain, l'élu communiste de Saint-Herblain Éric Couvez relevait les incohérences de l'accord cadre relatif à la fourniture d'électricité de la collectivité et s'insurgeait contre l'indemnisation en faveur d'un fournisseur privé proposée au vote.

« Nous voyons (...) les conséquences liées à l'obligation faite aux collectivités de lancer un appel d'offre ouvert pour la fourniture d'électricité. Nous sommes également confrontés au résultat de la sortie des tarifs réglementés et de la mise en concurrence de l'opérateur historique EDF.

Après avoir souscrit à une offre de long terme pour garantir nos tarifs, nous sommes contraints de devoir indemniser la société Selfee. Cette entreprise est spécialisée dans les énergies renouvelables mais ne produit pas assez d'électricité pour se passer d'un complément d'achat d'énergie sur le marché, pas du tout renouvelable, puisque le réseau électrique ne sélectionne pas la provenance de l'électricité produite et qu'il transporte. Selfee fait partie de ces nombreux fournisseurs privés qui promettent de l'électricité verte et qui finalement vendent de l'électricité d'origine autre (...)

**Les communistes alertent régulièrement sur les dangers et les conséquences de la libéralisation du marché de l'énergie dont il nous faut sortir.** Un marché dont la puissance publique n'a pas la maîtrise et qui est dépendant de la situation internationale, des événements climatiques, des orientations de l'État en matière de politique énergétique, de la disponibilité des moyens de production, mais aussi de la rapacité de quelques grands actionnaires. Ceux-là mêmes qui à travers l'Arenh et les choix politiques de l'État, obligent EDF à vendre à ses concurrents de l'électricité en dessous du prix de production pour que ces derniers puissent la revendre à leurs clients 10 ou 20 fois plus cher. La soupe est bonne, quitte à faire passer de l'électricité nucléaire pour du « vert renouvelable ». De plus, ils récoltent au passage le beurre et l'argent du beurre, car les énergies vertes sont subventionnées par la taxe que paie chaque usager sur sa facture pour le développement des énergies renouvelables. **C'est donc une triple peine : pour l'entreprise publique, pour les usagers et pour les contribuables.** »



## Restauration scolaire

Un business comme les autres ?

Les vacances scolaires commencent et les municipalités préparent la rentrée. Parmi les décisions à prendre et les tarifs à fixer dès maintenant : ceux des restaurants scolaires. **La forte hausse des prix de l'alimentation n'est pas sans conséquences pour les budgets des collectivités.**

Rappelons que les municipalités ont la compétence des restaurants scolaires du primaire, les conseils départementaux ceux des collèges et les régions ceux des lycées. **Dans les communes rurales et péri-urbaines, le dispositif « cantine à 1 euro » est mis en place depuis la rentrée 2022.** C'est une aide de l'État aux communes qui bénéficient de la fraction « péréquation » de la dotation de solidarité rurale. Il s'agit d'une subvention nationale de 3 euros par repas et qui s'applique aux familles dont le coefficient familial était en dessous de 800 euros.

À la rentrée 2023, il sera étendu aux familles dont le CF est inférieur ou égal à 1000 euros. C'est une mesure sociale qui laisse à la charge de ces familles modestes 1 euro de frais de repas.

**En moyenne, un repas en restaurant scolaire municipal coûte 7 à 8 euros et est facturé aux familles, selon le coefficient familial, de 1 à 5 euros.** Le reste à charge est financé par les mairies. Tout dépend du mode de fabrication des repas, en régie publique, ce qui vaut mieux, ou via un opérateur privé comme c'est souvent le cas. **Mais avec l'inflation des produits alimentaires, les opérateurs comme Sodexo, Elior ou Convivio renégocient avec les municipalités des contrats pas-sés.**

Parfois, dans ces négociations, il est décidé,



en cours d'année, de changer les termes du contrat pour baisser les coûts de production des repas. Par exemple à Gorges, dans le vignoble nantais, les élus de la majorité ont d'un commun accord avec la société Convivio, décidé de supprimer, du 1er avril au 3 juillet, le fromage des menus du lundi et du vendredi. Pour les élus communistes du conseil municipal, l'apport alimentaire des enfants est devenu une variable d'ajustement inacceptable. D'autres fois, il est tout simplement décidé d'augmenter les tarifs. **Des hausses souvent nécessaires mais qui ne sont pas toujours équitables** puisque, toujours à Gorges, les tranches de CF supérieures à 1000 euros et non concernées par le tarif à 1 euro verront le prix du repas augmenter de 8 centimes par repas, ce qui représente une augmentation raisonnable mais plus importante pour les tranches moyennes (+2.08 %) que pour les tranches hautes (+2.02 %). S'il s'agit de petites différences, elles demeurent injustes.



## Actualités de la JC

Suite à un week-end de débat et à un processus démocratique de plusieurs mois, initiés par nos conférences fédérales, Assan Lakehoul a été élu 26e secrétaire général du MJCF. Cette élection renforce notre détermination à stimuler notre mouvement et à rassembler au-delà des centres-villes et des grandes métropoles. Pour véritablement mobiliser les jeunes, le MJCF doit se rapprocher de ceux qui se sentent éloignés de la politique. **Malgré la défiance de la jeunesse envers nos institutions et la plupart de nos dirigeants politiques, déconnectés de ses intérêts, elle n'a jamais abandonné son combat pour un avenir plus juste.** Une enquête réalisée en 2011 en collaboration avec le CSA et nos camarades de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne a révélé que 75 % des jeunes estiment ne pas être écoutés, reconnus ni respectés par les responsables politiques. Les jeunes sont pleinement conscients des limites de nos institutions, et les mouvements sociaux des dernières années, malgré leur ampleur, ainsi que la destruction des acquis sociaux importants et la corruption gouvernementale, ne font que confirmer leurs intuitions. Par conséquent, il incombe au MJCF de donner la parole à ces jeunes, d'organiser leur colère afin que chacun puisse trouver sa place dans la révolution socialiste.



La semaine dernière, nous avons appris la faillite de *Liberté Hebdo*, l'un des nombreux journaux issus de la résistance communiste. En tant que bastion communiste du journalisme, les difficultés économiques auront eu raison de cet hebdomadaire dont la qualité était reconnue de tous. **L'histoire du mouvement ouvrier et communiste a maintes fois prouvé l'importance des médias qui relayent nos luttes et nos idées.** Nous ne pouvons qu'approuver en reconnaissant l'importance cruciale des *Nouvelles de Loire-Atlantique* pour relayer l'actualité départementale, nationale et internationale. Car il ne s'agit pas simplement de couvrir l'actualité, mais de porter un regard sur notre société, notre économie et la vie politique de notre pays, et nous ne pouvons que féliciter la qualité d'un mensuel départemental. Cependant, la mainmise totale des capitalistes sur les médias nationaux et régionaux, voire même leur inclination vers l'extrême droite, devrait nous alerter sur l'état de la bataille culturelle en cours. Même si nous observons une constance dans la qualité des revues communistes, notamment celles publiées par le Parti Communiste Français (Les Cahiers Rouges, Progressistes 21, etc.), le rapport de force médiatique est en notre défaveur, et il ne nous reste que quelques bastions pour développer nos idées et notre projet politique. **Renforcer le Parti communiste français et le mouvement communiste en France nécessite de diffuser ses idées auprès des masses, sans accepter que d'autres imposent les sujets des débats.**

## Université d'été 2023 du PCF

Une certaine intelligence révolutionnaire du réel

Pour la deuxième année consécutive, l'université d'été se tiendra à Strasbourg les 25, 26 et 27 août. Un moment fraternel de réflexion et de formation pour mieux comprendre les réalités et les contradictions du monde et de notre société.

Ces six derniers mois, le combat social contre la réforme régressive des retraites a été rude. Le conflit en Ukraine réintroduit sur le sol européen la guerre et toutes ses destructions entraînant des recompositions géopolitiques dangereuses. La question d'un projet de paix global pour le monde est d'autant plus posée. Progressivement et silencieusement le réchauffement climatique et les déséquilibres naturels se manifestent. **Le projet communiste s'affirme ainsi comme une réponse et un besoin objectif pour notre avenir et l'humanité.**

Des journées particulières et précieuses pour nous confronter à toutes ces questions et préparer les combats à mener. C'est la contribution que s'assigne l'université. Notre dernier congrès - le 39e - a décidé de revaloriser la formation pour l'action communiste, une décision d'importance. **La Fédération départementale 44 aura une délégation d'une dizaine de militants et adhérents. Rendez-vous à Strasbourg chez nos camarades du Haut-Rhin. En attendant, bonnes vacances !**

Le programme sera progressivement dévoilé pendant tout l'été. Retrouve l'université d'été sur les réseaux sociaux et sur notre site internet.

Pour plus de renseignements, tu peux envoyer un mail à [universite-ete@pcf.fr](mailto:universite-ete@pcf.fr)

**La Fête de l'Humanité**  
La Base 217 (91) Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge

ANGÈLE • ASHE 22 • BIGFLO & OLI • BILAL HASSANI  
BRACCO • BRÖ • CABALLERO & JEANJASS • DISIZ  
DJADJA & DINAZ • DUB INC • FLORENT MARCHET  
GORAN BREGOVIĆ • HF. THIÉFAINE • IMANY VOODOO CELLO  
JEANNE ADDED • JUSTE SHANI • LA FEMME  
LA PTITE FUMÉE • LES VULVES ASSASSINES  
MARTIN LUMINET • MARTIN SOLVEIG  
MASS HYSTERIA • MÉDINE • MERYL  
MÉZIGUE B2B MAD REY • MICHEL CLOUP  
OTTIS CŒUR • PARDONNEZ-NOUS  
REBEKA WARRIOR • SIDI WACHO  
SIMIA • SOOLKING • SOUAD MASSI  
SUZANNE VEGA • U.R. TRAX  
ZAHO DE SAGAZAN

ET BIEN D'AUTRES ENCORE...

15 • 16 • 17 Sept 2023

## « Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET  
Commission paritaire : N°0325 P 11519  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : Clément CHEBANIER  
Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET  
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
E-mail : [redac.nla@orange.fr](mailto:redac.nla@orange.fr)



Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro MAIA	Pascal DIVAY
Benoît LUSSEAU	Mathis VANDAMME
Alain BOURDEAU	Michel GUILLOUX
Jérémy RONDEAU	Vahe STEPANYAN

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel  
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées  
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

## Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM : .....PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... EMAIL : .....

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros  
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES  
Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)